

Bilinguisme et biculturalisme dans la grande industrie

Bilingualism and Biculturalism in the Big Industry

René Cormier

Volume 23, numéro 3, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/027924ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/027924ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cormier, R. (1968). Bilinguisme et biculturalisme dans la grande industrie. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 23(3), 440–444. <https://doi.org/10.7202/027924ar>

Résumé de l'article

Au Québec, dans la grande industrie, l'anglais est la langue du patronat, le français la langue du travailleur. Étant la langue de l'administration et de la gestion, l'anglais est aussi la langue officielle et souvent la seule langue officielle, tandis que le français, qui est la langue de la majorité n'a souvent qu'un statut de langue seconde, d'une langue de traduction, sans reconnaissance officielle.

Bilinguisme et biculturalisme dans la grande industrie

René Cormier

Au Québec, dans la grande industrie, l'anglais est la langue du patronat, le français la langue du travailleur. Etant la langue de l'administration et de la gestion, l'anglais est aussi la langue officielle et souvent la seule langue officielle, tandis que le français, qui est la langue de la majorité n'a souvent qu'un statut de langue seconde, d'une langue de traduction, sans reconnaissance officielle.

Introduction

En considérant la situation économique et sociologique du Canada français, on est malheureusement obligé de reconnaître la valeur prophétique du mémoire que Lord Durham envoyait à Londres en 1839 et dans lequel il décrivait ainsi l'avenir des canadiens français:

« S'ils essaient, disait-il, *d'améliorer leur condition* en rayonnant aux alentours, ces gens se trouveront nécessairement de plus en plus mêlés à une population anglaise; s'ils préfèrent *demeurer sur place*, la plupart devront servir d'hommes de peine aux industriels anglais. Dans l'un et l'autre cas, il semblerait que les Canadiens français soient destinés en quelque sorte, à *occuper une position inférieure* et à dépendre des Anglais pour se procurer un emploi. »

Il manque un élément important à cette prédiction de Lord Durham; c'est, qu'aux patrons anglais, sont venus se joindre les *patrons américains*.

On a dit et écrit une foule de choses sur les conséquences qui découlent de cette prédominance des capitaux américains et anglo-saxon dans la vie économique de notre province.

Ce n'est pas mon intention de faire l'analyse des avantages et des inconvénients que comporte une telle situation. Cependant, j'aimerais vous *exposer quelques cas concrets* que j'ai pu observer en tant que *négociateur ouvrier* et qui proviennent du fait que la majorité des

CORMIER, RENÉ, directeur général, Fédération des pâtes et papiers, CSN, Québec.

grandes entreprises industrielles du Québec appartiennent à des détenteurs de capitaux américains ou anglo-saxons et sont administrés par des anglophones.

Les constatations suivantes ont été faites surtout dans l'industrie *des pâtes et papiers* mais la même situation se retrouve avec quelques variantes dans presque tous les secteurs de la grande industrie.

Dans la grande industrie manufacturière au Québec, il est pratiquement impossible pour le travailleur canadien français de songer à accéder aux *postes de commande*, s'il n'est pas *bilingue*. Cependant, cette condition n'est pas requise pour le travailleur anglophone.

Les pâtes et papiers

Dans l'industrie des pâtes et papiers, l'une des plus importantes de la province, l'ouvrier, quelle que soit sa compétence professionnelle, s'il ne parle que le français devra se contenter d'une position subalterne. Il pourra dans certains cas devenir *contremaître* mais jamais surintendant et encore moins gérant. Les postes administratifs sont inaccessibles à ceux qui ne sont pas bilingues. Mais dans ce cas, être bilingue, signifie parler anglais. Pour avoir accès à la hiérarchie, il faut connaître la langue du patron et non celle de la majorité. Au-delà d'un certain échelon, généralement celui de *contremaître*, l'avancement n'est plus possible pour les travailleurs canadiens français qui ne connaissent que leur langue maternelle. Evidemment, dans ces entreprises, tout le travail clérical est fait en anglais et la connaissance de cette langue est essentielle pour y trouver un emploi.

En somme, un nombre imposant de *fonctions* et des plus importantes sont *interdites* en fait à ceux qui ne *parlent* que le français, tandis que ceux qui parlent anglais mais ignorent le français, n'ont aucun problème de langue pour accéder à ces postes. Cette condition constitue une *restriction importante dans la promotion des travailleurs francophones*. Ils sont nombreux les canadiens français qui ne peuvent connaître leur plein épanouissement et aller à la limite de leurs possibilités comme travailleur parce qu'ils ne savent que parler français.

De ce qui précède, on conclura facilement qu'au Québec, dans la grande industrie, l'anglais est la langue du patronat, le français la langue du travailleur. Etant la langue de l'administration et de la gestion, l'anglais est aussi la langue officielle et souvent la seule langue officielle. Tandis que le français qui est la langue de la majorité n'a souvent qu'un statut de langue seconde, d'une langue de traduction, sans reconnaissance officielle.

Il va sans dire que le comportement linguistique différent de ces deux groupes, le patronat et le travail, n'est pas de nature à favoriser l'harmonie dans les relations patronales-ouvrières.

Echanges linguistiques difficiles

La langue étant le principal instrument de communication entre les hommes, cette non-identité de langage rend les échanges difficiles entre employés et employeurs. Si un ouvrier ou un représentant ouvrier veut communiquer directement avec la direction de l'entreprise, il devra le faire en anglais. Ainsi, les négociations de conventions collectives se déroulent la plupart du temps en anglais alors qu'elles s'appliquent à des travailleurs dont la très grande majorité sont de langue française. Pendant très longtemps, seule la version anglaise de la convention était officielle et il en est encore ainsi pour plusieurs compagnies.

Les difficultés causées par le comportement linguistique des parties patronales et ouvrières sont si réelles que souvent des ouvriers pleinement qualifiés sur le plan syndical hésitent à devenir officier de leur syndicat parce que ne parlant que français, le dialogue avec un employeur qui ne parle que l'anglais devient pratiquement impossible.

Il y a donc un *sérieux problème de langue dans la grande industrie*. Il n'y a aucun doute que le travailleur canadien français s'y trouve en état d'infériorité. Même pour celui qui est bilingue, les difficultés demeurent nombreuses et il lui faut souvent plus qu'une compétence égale à celle de son collègue anglophone pour atteindre les postes de direction. De plus, pour se créer une place et être complètement accepté dans le cercle des patrons, il doit faire tant de concessions et subir tant de métamorphoses qu'il risque grandement d'y perdre son identité. Si, depuis, le moment où la grande industrie s'est implantée au Québec, les canadiens français avaient eu les mêmes opportunités que ceux de l'autre groupe ethnique, nous aurions certainement aujourd'hui plus d'hommes compétents dans l'administration et la gestion des entreprises.

Du progrès : trop peu, trop tard ?

Depuis quelques années, certaines compagnies semblent accorder une plus grande importance au français. Il se donne ici et là des cours de français destinés aux représentants de l'administration. On embauche plus de canadiens français dans le département des relations industrielles. Quelques compagnies se sont données une raison sociale française. Mais on peut se demander, en employant des expressions à la mode; *est-ce trop peu ! est-ce trop tard ?* La réponse à ces deux questions pourrait être la suivante: ce n'est peut-être pas trop tard mais c'est certainement trop peu. Si l'on admet comme irréversible la vague d'affranchissement que connaît le Québec présentement, il faut se rendre à l'évidence, que la masse des travailleurs, au fur et à mesure qu'elle prend collectivement conscience du sort fait à sa langue, exige des changements. Plus ces changements seront retardés, plus l'on risque de voir se prendre des positions extrémistes. Les hommes frustrés dans

leurs droits, humiliés dans leur légitime fierté, acceptent de moins en moins la résignation docile.

Partant du traitement subi par la langue française dans la grande industrie, on comprendra facilement que la *culture française* n'y trouve pas un climat très favorable à son développement. La langue étant une manifestation de la culture, le sort de l'une révèle le sort de l'autre.

Même si les travailleurs d'usine ne sont pas des intellectuels, cela ne signifie pas qu'ils se désintéressent des avantages culturels. La culture fait partie de leur aspirations d'homme sinon pour eux du moins pour leurs enfants. L'ouvrier qui a souffert dans sa vie du manque de formation, désire ardemment que les siens connaissent un meilleur destin grâce à une formation adéquate et conforme aux exigences de l'époque.

Il est indéniable que la classe ouvrière d'aujourd'hui est plus instruite que celle d'hier et celle de demain le sera encore davantage. D'ailleurs, il ne s'agit plus d'une option, mais d'une nécessité devant le rythme accéléré des développements techniques et la multiplication des emplois tertiaires.

Une enquête récente a démontré que 75% des nouveaux emplois qui seront créés d'ici dix ans exigeront au moins une 11e année. Le travail manuel disparaît de plus en plus; l'effort physique fait place à l'effort mental. L'intelligence de l'ouvrier reprend l'importance que semblait lui avoir fait perdre la rationalisation du travail. En effet, avec Taylor, on prétendait séparer la pensée de l'ouvrier et l'exécution du travail. L'ouvrier devenait un simple rouage désanimé qui devait s'introduire passivement dans l'automatisme de la machine. Mais comme le démontre une analyse faite par G. Friedmann sur les problèmes humains du machinisme industriel, voici que les exigences mêmes du rendement ont conduit les psychotechniciens à redécouvrir les facteurs humains du travail, la fécondité de l'attitude morale de l'ouvrier, de son environnement humain et de sa culture au-delà du métier.

Cette nouvelle étape dans la civilisation technicienne rend impérative une formation plus complète de l'ouvrier. Il faudra donc adapter la formation professionnelle du travailleur à l'évolution de la technique.

Optimisme

Heureusement, plusieurs facteurs autorisent un certain optimisme en ce qui concerne la formation professionnelle, pourvu que les bonnes intentions ne se limitent pas à un simple verbalisme mais se traduisent par des réalisations concrètes. En effet, l'industrialisation, en élevant le niveau de vie de la population, lui permet de mieux s'instruire. De plus, la mécanisation et l'automatisation en réduisant davantage les heures

de travail donneront de plus longues périodes de loisirs aux travailleurs. Si l'on veut que la culture soit favorisée au maximum par la prolongation des loisirs, il faudra modifier en conséquence les institutions et les structures de l'enseignement. Cet enseignement pourra difficilement échapper à l'influence des cultures avoisinantes mais il devra éviter d'être la copie servile et être plutôt un moyen précieux de revalorisation de notre langue et de notre culture.

Enfin une politique culturelle bien ordonnée pourra stimuler et encourager toutes les initiatives qui tendent à créer les conditions favorables où chacun aura les possibilités de s'épanouir pleinement dans son champ d'action en y trouvant liberté et personnalité.

BILINGUALISM AND BICULTURALISM IN THE BIG INDUSTRY

INTRODUCTION

Considering the sociological and economic situation of the French Canadian we must unfortunately admit as prophetic the description Lord Durham made of the people of Quebec in 1839.

But this prediction had one flaw : it could not foresee the American control of industry which took place thereafter. I do not intend to compare the advantages and disadvantages of the presence of English and American funds in our economic life. However I shall present a few cases I was witness of as a negotiator in the pulp and paper industry.

THE PULP AND PAPER INDUSTRY

In the most important industry of our province, unilingual French workers will never be in the management no matter what his professional competence. Managing (above superintendent) is reserved to bilingual individual.

English is for managers and French for labor. This situation makes communications difficult and is far from leading to harmonious labor relations.

DIFFICULT COMMUNICATIONS

There is a very serious problem of language in industry. A few companies have been considering this fact since a few years. Is it enough? Is it too late? It is not too late but it is not enough. The more French will be neglected the more the French culture will disappear.

Let us be optimistic since many factors lead us to believe in the growing of French language in industry. In order that such an aim may be achieved, all good intentions must become concrete actions.